



31 rue de la Grange aux belles
75010 Paris



25/27 rue des Envierges
75020 Paris



Collectif des Travailleurs Sans Papiers
de Vitry-sur-Seine (94)

Communiqué de presse

Les travailleurs sans-papiers en grève de RSI, DPD et Chronopost, ainsi que leurs soutiens, organisent un meeting de solidarité jeudi 10 mars à 19 h à la Bourse du Travail de Paris (salle Hénaff, 29 BD du Temple)

Depuis fin octobre 2021, trois grèves de travailleurs sans-papiers ont démarré successivement. Ces derniers ont formé des piquets devant leurs entreprises : RSI, une société d'intérim basée à Gennevilliers (92), la plateforme de DPD (filiale de La Poste dans le secteur du colis), du Coudray-Montceaux (91), l'agence de Chronopost (autre filiale de la Poste dans le même secteur) d'Alfortville (94). Ils réclament leur régularisation auprès des préfetures, qui depuis font la sourde oreille.

Deux de ces entreprises sont des filiales du plus grand employeur en France après l'Etat, qui en est d'ailleurs un actionnaire stratégique. Le groupe La Poste surexploite des sans-papiers via un système de sous-traitance en cascade (donneur d'ordre, sous-traitant, agence d'intérim). Dans le cadre de ce système, l'ensemble des maillons de cette chaîne d'employeurs s'autorise à nier tout lien direct avec ces travailleurs. Or le groupe La Poste emploie des sans-papiers en toute connaissance de cause, puisqu'il avait, en 2019-2020, déjà été confronté à une mobilisation à l'agence Chronopost d'Alfortville.

Face à ce scandale, qui a été largement relayé par la presse locale comme nationale, quelle est l'attitude de l'Etat ? Il se fait le complice actif de ces patrons qu'on ne peut qualifier autrement que d'exploiteurs sans vergogne. L'attitude des différentes préfetures va, selon les cas, de l'écoute polie (mais sans volonté de faire avancer les dossiers) au refus pur et simple de recevoir les délégations de grévistes. La préfeture des Hauts-de-Seine garde ainsi ses portes fermées à double tour, alors même que RSI a fourni les Cerfas obtenus (de haute lutte).

La palme du cynisme revient à la Direction Générale des Etrangers en France qui, pour justifier son refus de recevoir une délégation (alors qu'elle s'était engagée à donner des réponses à l'issue d'une précédente réunion), s'est servi de l'arrivée des réfugiés ukrainiens, alors que la grève dure depuis des mois.

Les travailleurs sans-papiers sont évidemment solidaires de celles et ceux qui fuient la guerre qui sévit en Ukraine. Ils ne connaissent que trop bien ce que c'est que d'être confronté à la misère et la guerre. Mais la solidarité à géométrie très variable dont font preuve celles et ceux qui découvrent soudainement les vertus de l'accueil interroge pour le moins. Quant à nous, nous sommes pour accueillir l'ensemble des migrant-e-s, quelles que soient leur nationalité, leur couleur de peau ou leur religion.

C'est cette solidarité du monde du travail par delà les frontières, c'est une lutte menée par les plus exploités, les plus précarisés, faisant preuve d'un courage et d'une détermination exemplaires, qui seront à l'ordre du jour du meeting organisé le 10 mars. Nous invitons toutes les forces militantes (collectifs, syndicats, organisations politiques...) et toutes les personnes qui soutiennent cette mobilisation à venir en nombre.

Paris, le 7 mars 2022

Contacts :

Solidaires : Cybèle David (06 19 36 72 58)

Sud PTT : Eddy TALBOT (06 58 94 77 79)